

" La hausse des prix des biens alimentaires : cas de l'Algérie "

Akacem Naoual

**Faculté des Sciences Economiques
et Sciences de Gestion, Université d'ALGER**

Le développement humain constitue un facteur essentiel pour toute forme de croissance, économique, sociale, ...

La suffisance alimentaire est un des indicateurs de développement humain.

Malheureusement une grande partie de l'humanité est, aujourd'hui, menacée de malnutrition . ⁽¹⁾

La tendance à la hausse, des prix des biens alimentaires, que vit la scène internationale risque d'aggraver ce phénomène.

Cette situation nécessite des plans d'action tant au niveau international que national.

Le processus de Barcelone, redynamisé par l'Union Pour la Méditerranée (UPM) est une des formes de partenariat pour le développement de l'espace méditerranéen. Dans un tel cadre, cette coopération peut contribuer à réduire les effets causés par la hausse des prix des biens alimentaires.

La hausse des prix : causes et conséquences

La hausse des prix que connaissent les biens alimentaires a pris une dimension internationale. Les causes de cette flambée des prix s'expliquent par la combinaison de plusieurs facteurs conjoncturels et structurels qui se renforcent mutuellement.

1 - Plus de 800 millions de personnes en 2005.

les raisons d'ordre structurel : Parmi celles-ci nous pouvons citer :

- * le protectionnisme sur les marchés agricoles rompt l'équilibre entre l'offre et la demande des produits alimentaires;
- * L'accroissement de la population mondiale ;
- * L'accroissement du niveau de vie de la population de certains pays émergents ;
- * L'évolution croissante du niveau de développement économique ;
- * ...

L'ensemble des ces raisons ont pour conséquence un accroissement significatif de la demande qui n'est pas en adéquation avec l'offre des produits alimentaires.

les raisons d'ordre conjoncturelles : Celles – ci s'expriment essentiellement à travers :

- * l'augmentation de la production de Biocarburants. Ces derniers étant réalisés à partir de produits alimentaires ne peuvent qu'accroître la demande de ces derniers;
- * la spéculation sur les marchés agricoles ;
- * l'instabilité politique ;
- * la hausse des prix de l'énergie qui se répercute sur les coûts de revient des produits alimentaires et par la suite sur les prix de vente ;
- * les changements climatiques, et les catastrophes naturelles qui influent d'abord et fortement sur le niveau de la production des ces produits et par la suite sur les prix du marché.

Conséquences

- * Cette hausse des prix accroît la dépendance en matière d'importations alimentaires des pays à faible niveau de production agricole.

Malheureusement dans la majorité des pays du sud de la méditerranée la production agricole demeure insuffisante par rapport à leurs consommations internes.

Cela est dû :

- o Au faible niveau d'introduction des nouvelles techniques de production. Celle-ci est encore réalisée à l'aide de moyens rudimentaires dans certains pays en développement ;

- o A un accroissement démographique souvent non contrôlé.

- * Une conséquence non moins importante et qui constitue un corolaire de la première est l'augmentation du poids de la dette financière sur ces pays ;

- * La dégradation du pouvoir d'achat réduit le niveau de l'épargne des ménages ;

- * Nous assistons aujourd'hui à une évolution de plus en plus grande de la pauvreté et de la misère, génératrices de climat de désordre social et d'instabilité politique (révoltes connues par plusieurs pays dans la région méditerranéenne tel que l'Égypte) et de maux sociaux de toute sorte.

Les mesures correctrices

Les mesures qui, à notre avis, pourraient contribuer à réduire tout au moins ce dysfonctionnement sont :

- o Conjoncturelles et à court terme : il faut encourager les aides humanitaires destinées aux populations les plus démunies ;

- o Structurelles et à moyen terme : il est indispensable de promouvoir, dans les pays pauvres, la croissance et le développement en général, dans le secteur agricole en particulier. En effet, le développement de l'enseignement et de la recherche dans ce dernier secteur est un des moyens pour réduire la pauvreté et stimuler l'activité économique.

- o Politiques : les politiques commerciales agricoles appellent de nouvelles réformes à l'échelle internationale. Il faut réduire le protectionnisme et la spéculation pour sécuriser l'approvisionnement alimentaire dans le monde et laisser les grands producteurs répondre aux opportunités qu'offre le marché.

L'Algérie face à la hausse des prix des biens alimentaires: QUELLES MESURES A PRENDRE?

*** Etat des lieux**

L'Algérie est un pays clé pour toute intégration économique dans l'espace méditerranéen grâce à sa position géostratégique.

Le choix des " industries industrialisantes " pour lequel l'Algérie a opté au lendemain de son indépendance en 1962, a écarté toute possibilité d'une stratégie particulière au développement de son secteur agricole.

Ainsi ce dernier s'est trouvé marginalisé au bénéfice des stratégies industrielles.

Sans une stratégie à long terme d'une politique agricole, ce secteur n'a cessé de périliter et s'est retrouvée avec une main d'œuvre non qualifiée, un vieillissement de la population agricole, l'apparition du phénomène de désertification, problème du foncier et surtout l'exode rural.

La production agricole en Algérie reste, aujourd'hui, insuffisante et contribue au produit intérieur brut à raison de 8,4 %(soit un montant de 11,4MD de Dollars en 2007). Elle occupe, ainsi, la 4eme place après le secteur des hydrocarbures, les services, et le BTP.

Cette situation fait que l'Algérie débourse annuellement une lourde facture alimentaire, soit plus de 6 milliards de Dollars (en juillet 2008). Les produits qui forment la structure de l'essentiel des importations alimentaires sont les produits de base tels que, le blé, les huiles, le lait et le sucre.

Malgré ses potentialités énergétiques ⁽²⁾ et agricoles, elle subit le poids de la hausse des prix des biens alimentaires.

Cette dernière, aggravée par la dévaluation du Dinar et la suppression du soutien des prix ⁽³⁾ a dangereusement contribué à baisser le pouvoir d'achat des algériens.

Cette situation freine toute possibilité de développement humain, social ou économique. Elle engendre un phénomène de pauvreté qui se manifeste à travers l'apparition et le développement de maux sociaux tels que: l'augmentation

2 - Avec des réserves qui dépassent 136,7milliards de dollars en juillet 2008.

3 - Depuis début des années 90.

dé la criminalité, la réapparition du phénomène de la mendicité, le recours à l'activité du commerce informel comme complément de revenu, ou encore le phénomène de l'immigration clandestine.

En matière des échanges extérieurs des produits agricoles, l'Algérie a exporté plus de 88 millions de Dollars en 2006 dont une grande partie destinée aux pays du nord (France, Espagne, Italie,...).

Ses principaux fournisseurs en matière d'importation sont la France, le Brésil et l'Argentine.

Malgré que l'excédent globale des échanges extérieurs affiche des résultats positifs (29;3 MD dollars en 2006) et que le taux de couverture des importations par les exportations a atteint 237%, les produits agricoles enregistrent un déficit annuel de 4,5MD de Dollars pendant plusieurs années avec un taux de couverture de 3,5% seulement et ne représente que 0,33%(160 millions Dollars en 2006) du volume globale des exportations.

*** Mesures à prendre**

Face à ce dysfonctionnement entre l'offre et la demande des biens alimentaires des mesures s'imposent afin de réduire la dépendance alimentaire.

o mettre de nouvelles superficies en production en valorisant des espaces insuffisamment exploités, car Les surfaces agricoles utiles sont évaluées à 7,5 millions d'hectares seulement pour une superficie totale de 2,380millions kilomètres carrée dont 2 millions KM² de superficie saharienne.

o Parmi les mesures déjà prises, il faut noter l'adoption, en 2000, du plan national de développement agricole et rural (PNDAR) dont l'objectif est de dynamiser et de moderniser le secteur agricole en Algérie. Les montants destinés au soutien à l'investissement entre 2000-2006 s'élèvent à 4 milliards de dollars pour l'ensemble de la période.

Malgré cela, le budget de l'agriculture ne représente que 3% du budget national. Pour une population rurale qui dépasse 40% de la population totale, le soutien financier de l'Etat, pour l'agriculture n'est que de 7%.

o Relancer le pouvoir régional et ne pas centraliser la décision du fait que les terrains agricoles varient d'une région à l'autre car les agriculteurs sont en mesure de bien connaître les spécificités de leur région.

- o Développer l'agriculture aussi selon le besoin de la population ; donner l'importance à la culture des produits alimentaires de base (tel que la betterave, les céréales,...) ; développer l'élevage.

- o Adopter une stratégie de financement d'investissements agricole efficace en matière d'octroi des crédits et de suivi de sa consommation ; s'assurer de la réalisation des investissements.

- o renforcer les échanges avec les pays de l'Union du Maghreb Arabe ⁽⁴⁾ (UMA) et organiser un espace dans le développement de l'agriculture. De plus, un rapprochement économique pourrait induire à un rapprochement politique et réduire les incidents politiques dans la région.

Conclusion

Le secteur agricole Algérien n'est pas encore en mesure de faire face au marché européen et international d'une manière générale, en matière de production agricole, à moyen et à long terme

L'Algérie peut donc représenter un espace de relocalisation des IDE dans le secteur agricole, étant donné les avantages quelle peut octroyer (main d'œuvre, coût inférieur, une demande nationale en croissance...).

De leur côté, les pays euro méditerranéens peuvent jouer un rôle pour corriger ce dysfonctionnement tout en créant une dynamique de nouveaux rapports bénéfiques entre les pays du nord et les pays du sud de la méditerranée.

Il y a lieu pour l'Europe de corriger les faiblesses des accords de Barcelone. A ce titre, L'Union pour la méditerranée (UPM) peut jouer un rôle en menant des négociations en faveur des pays du sud . par ailleurs et pour atténuer les conséquences des insuffisances alimentaires il faudrait que les pays du nord aient la bonne volonté d'aider (sur le plan financier, technique,...) les pays du sud ,voire développer la production des bien alimentaires.

Enfin le besoin de créer les conditions de sécurité alimentaire exige la paix et la sécurité pour tous les peuples.

4 - Les exportations de l'Algérie vers les pays de l'UMA représentent une faible proportion soit 9% ou 15 millions de Dollars en 2006.

Références:

-Hocine BENISSAD: l'Algérie de la planification socialiste à l'économie de marché; édit. ENAG : Alger 2004.

-Nordine GRIM, l'économie Algérienne otage de la politique ; édit. Casbah; Alger 2004.

-Jamal AMOURA, la zone de libre échange dans le partenariat euro méditerranéen, revue des sciences économiques et sciences de gestion et de commerces; no 13 Alger 2005.

-Giulio MALORGIO, industries, consommation, et marchés alimentaires en méditerranée, les notes d'analyse du CIHEAM no10 février 2007.

- Slimane BADRANI , " les politiques agricoles et alimentaires en Algérie et les grands questions du développement " ,cahiers CIHEM

- Rapport sur la situation agricole, ministère de l'agriculture et de développement rural , Alger 2006.

-Rapport national sur le développement humain, Algérie 2007, PNUD.

-Perspectives sur l'économie mondiale; juin 2008, Banque Mondiale.

-la hausse des prix alimentaires, causes et conséquences, OCDE, 2007.

- Crise alimentaire/énergétique, Economie de Marché : état des lieux et stratégie d'action , sources:<http://www.africanglobalnews.com/>

-site internet: algerie-dz.com